



Union des Villes et
Communes de Wallonie asbl
Fédération des CPAS



Association de la Ville et des
Communes de la Région de
Bruxelles-Capitale
Section CPAS
Vereniging van de Stad en de
Gemeenten van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
Afdeling Maatschappelijk
Welzijn



AFDELING
OCMW'S



Bruxelles, le 28 septembre 2007

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES CPAS NE RENOUVELLENT PAS LEUR MANDAT AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASBL FONDS SOCIAL CHAUFFAGE

De plus en plus de personnes se rendent, aujourd'hui, dans les CPAS parce qu'elles n'arrivent plus à payer leurs factures énergétiques. La mission des CPAS va au-delà du simple octroi d'une aide financière.

Or, dans le cadre du Fonds social mazout, le rôle des CPAS est limité à un rôle purement exécutif et administratif et ne propose aucune aide individualisée.

Les CPAS demandent, depuis un certain temps, un débat global au sujet de la problématique énergétique et la possibilité de pouvoir offrir un soutien et un accompagnement individualisés des personnes en difficultés. Cette solution serait possible en fusionnant les fonds existants.

En protestation contre le morcellement actuel des différentes mesures sociales énergétiques, les CPAS ne proposent donc pas de représentants au sein de l'asbl Fonds social chauffage, dont les mandats arrivent à échéance ce 30 septembre 2007.

De plus en plus de personnes ont des difficultés à faire face aux coûts énergétiques. La probabilité que cette problématique s'atténue au fil des ans est maigre. Les solutions doivent être diverses et nécessairement prendre en compte les dimensions logement et revenus. La majorité des usagers des CPAS occupent des logements malsains et n'ont pas la capacité financière d'investir dans ces logements. L'aide du CPAS ne peut donc pas dépendre du simple fait que le demandeur utilise le gaz, le mazout ou l'électricité pour se chauffer. Les CPAS doivent obtenir davantage de moyens pour prendre en compte cette problématique de manière globale et intégrée.

Pour cette raison, nous défendons l'idée de la fusion du Fonds social mazout avec le Fonds gaz et électricité et le Fonds de réduction du coût global de l'énergie. Cette fusion offrirait les avantages suivants:

- plus de moyens pour les CPAS pour prendre en charge les impayés de factures;
- un traitement égal des personnes qui utilisent le gaz, l'électricité ou le mazout;
- la mise en œuvre d'une politique sociale intégrant des réponses préventives adéquates;
- une méthode de travail uniforme et avec des moyens suffisants en personnel.

Dès la création du Fonds social mazout, les CPAS ont réagi contre les principes de fonctionnement du fonds. Ces objections sont toujours d'actualité aujourd'hui. Le fonds n'est toujours pas un instrument adéquat pour apporter les réponses aux problèmes qui se posent.

Malgré la simplification du fonctionnement du fonds par la déclaration automatisée à la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS), le rôle des CPAS se limite toujours à un rôle purement exécutif et administratif, ce qui occulte la part de travail social effectué au sein des CPAS.

Par ailleurs, la compensation qui accorde aux CPAS 10 euros par allocation octroyée n'est pas en lien avec la lourdeur de la procédure: l'entretien préliminaire, l'enquête sociale, la présentation du dossier au sein du conseil de l'action sociale, la notification de la décision et la mise en paiement de l'allocation. Les demandes refusées, qui engendrent la même charge de travail pour les CPAS, ne donnent toujours pas lieu à une indemnisation.

Ces dernières années, les CPAS ont également pu constater que les discussions menées dans les organes de direction du Fonds social chauffage ne mènent à aucune adaptation des mécanismes de fonctionnement du Fonds social mazout ou à une meilleure compréhension entre les différents secteurs siégeant dans ces organes de direction.

Suite au renouvellement de la composition des organes de l'asbl Fonds social chauffage, les trois Fédérations de CPAS ont décidé de ne plus proposer de représentants.

Pour tout renseignement: Christophe Ernotte, Directeur général de la Fédération des CPAS (tél.: 081/24.06.50).

Claude EMONTS,
Président de la Fédération
des CPAS de l'Union
des Villes et Communes
de Wallonie

Michel COLSON,
Président de la Section CPAS de
l'Association de la Ville et des
Communes de la Région de
Bruxelles-Capitale

Theo JANSSENS,
Voorzitter van de Afdeling
OCMW's van de Vereniging
van Vlaamse Steden en
Gemeenten